

Les gouvernements doivent adopter une vision entrepreneuriale

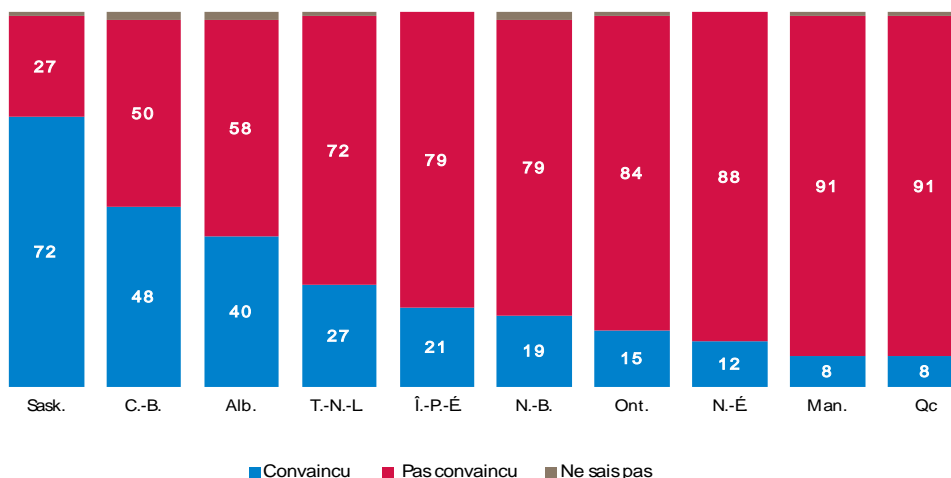
Analyse pancanadienne de la sensibilité des gouvernements provinciaux aux PME

Amber Ruddy, analyste principale des politiques
 Kimball Kastelen, analyste des politiques
 Jennifer English, analyste principale des politiques

Les gouvernements provinciaux à l'échelle du Canada font souvent référence à l'importance des petites et moyennes entreprises (PME) et aux mesures qu'ils mettent en place pour les soutenir. Pourtant, un sondage pancanadien mené par la FCEI auprès de ses membres entrepreneurs révèle des différences importantes dans la façon dont les gouvernements provinciaux sont perçus par les PME selon qu'ils ont une vision et une sensibilité entrepreneuriales ou pas.

Figure 1 :

Dans quelle mesure êtes-vous convaincu que votre gouvernement provincial a une vision qui soutient les PME et l'entrepreneuriat? (% des réponses)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Les entrepreneurs de la Saskatchewan sont les plus susceptibles (72 %) d'être convaincus que leur gouvernement provincial a une vision favorable aux PME, et ce, contrairement à leurs homologues du Québec et du Manitoba (8 % dans chacune de ces provinces) (Figure 1). De plus, comme on pouvait s'y attendre, la quasi-totalité des propriétaires de PME (96 %) est d'avis que les gouvernements provinciaux devraient créer un climat dans lequel les PME peuvent prospérer.

Le présent rapport examine la perception des propriétaires de PME à l'égard de leur gouvernement provincial, ainsi que l'impact des politiques et des priorités gouvernementales sur les petites entreprises. Il analyse également les différences entre les meilleures et les pires provinces, et propose des mesures pouvant aider les gouvernements à instaurer un climat plus favorable aux PME¹.

Pourquoi les PME sont-elles importantes?

Au Canada, il y a plus d'un million de petites entreprises de moins de 100 employés qui emploient plus de cinq millions de personnes, soit près de la moitié de la population active du secteur privé². Les PME, qui sont implantées dans des communautés partout au pays, créent des emplois et paient des impôts. Elles stimulent l'activité touristique et la diversité culturelle, et soutiennent les organisations caritatives locales et les groupes, équipes et projets communautaires. Un récent sondage réalisé par le Forum Angus Reid auprès de plus de 2 000 adultes canadiens révèle que les chefs d'entreprise sont l'un des groupes contribuant aux communautés locales et à la société canadienne dans son ensemble qui sont les plus respectés et les mieux vus³. En effet, le secteur de la petite entreprise est, pour l'ensemble du Canada, un chaînon essentiel de l'économie, des perspectives d'emploi et du tissu social. C'est pourquoi les programmes des gouvernements provinciaux ou territoriaux, quels qu'ils soient, devraient impérativement adopter une vision cohérente et explicite à l'égard des PME.

Point de vue des PME sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux

Parmi tous les propriétaires de PME sondés au pays, les plus satisfaits de la vision entrepreneuriale de leur gouvernement provincial sont ceux de la Saskatchewan, 72 % des répondants s'avouant convaincus que leur gouvernement soutient les PME (Figure 1). La Saskatchewan est la seule province où la majorité des propriétaires de PME sont de cet avis, suivis par ceux de la Colombie-Britannique (48 %) et de l'Alberta (40 %). Les entrepreneurs de l'Ouest canadien sont donc nettement plus susceptibles que les autres d'affirmer que leurs gouvernements ont une vision propice aux PME.

Le niveau de confiance des entrepreneurs atteint 27 % à Terre-Neuve-et-Labrador, 21 % à l'Île-du-Prince-Édouard et 19 % au Nouveau-Brunswick. Bien que ces résultats soient modestes, ils se situent dans la moyenne des réponses. En revanche, les chefs d'entreprise de la Nouvelle-Écosse

¹ Les résultats du sondage pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont présentés à l'Annexe B en raison du taux de réponse peu élevé dans ces régions.

² INDUSTRIE CANADA (2012), *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, juillet.

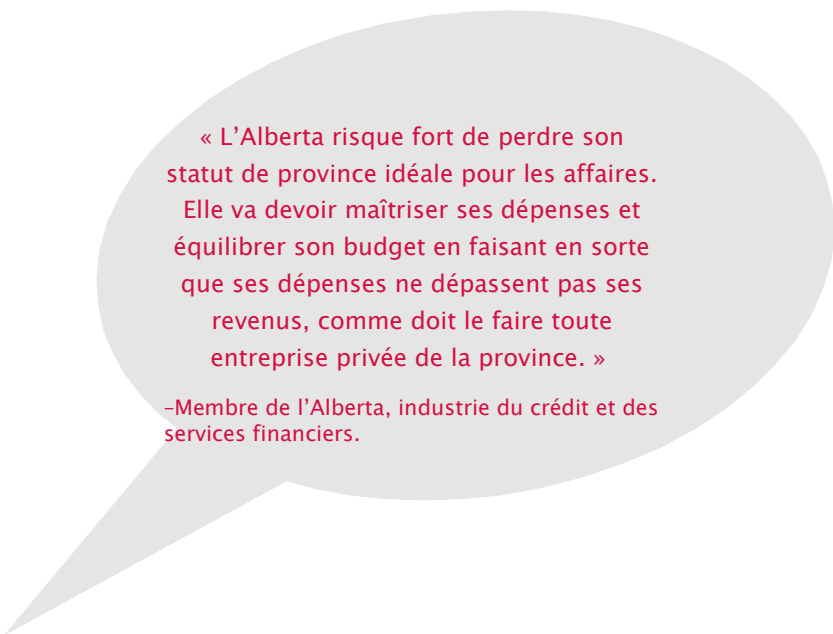
³ NICOLE TROSTER (2011), *Perspectives sur les PME du Canada*, FCEI, juillet.

(12 %) sont les moins confiants de la région de l'Atlantique⁴. Par ailleurs, les niveaux de confiance sont à la traîne en Ontario (15 %), au Manitoba (8 %) et au Québec (8 %).

On constate que seulement 0,3 % des propriétaires de PME du Québec ont tout à fait confiance dans l'orientation prise par leur gouvernement. Les résultats dans cette catégorie sont particulièrement faibles d'une province à l'autre, sauf en Saskatchewan où, faut-il le souligner, 20 % des propriétaires de PME s'estiment très confiants. Cependant, le taux de confiance reste moins élevé au Québec que dans les provinces à population équivalente, notamment en Colombie-Britannique (4 %) et en Alberta (2 %). La ventilation des résultats se trouve à l'Annexe C.

Seriez-vous prêt à démarrer une entreprise?

À la question demandant aux propriétaires de PME s'ils étaient susceptibles de recommander le démarrage d'entreprises dans leur province, c'est encore la Saskatchewan qui obtient les meilleurs résultats. En effet, 88 % des entrepreneurs de la province se déclarent disposés à conseiller aux autres d'y démarrer une entreprise, 36 % étant même très susceptibles de le recommander (Figure 2). L'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Colombie-Britannique sont les seules autres provinces où des résultats supérieurs à 50 % ont été relevés. En ce qui concerne les raisons de démarrer une entreprise dans l'une de ces quatre provinces, les entrepreneurs citent la vigueur de l'économie provinciale, la compétence de leur gouvernement et sa sensibilité aux besoins des PME, ainsi que des taux d'imposition globalement avantageux.



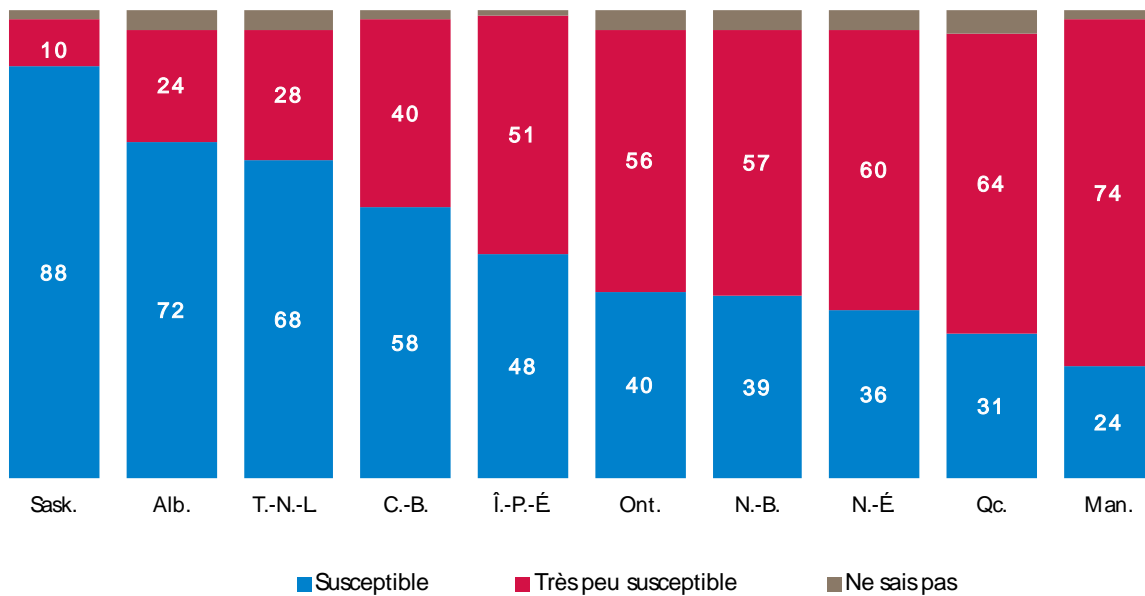
« L'Alberta risque fort de perdre son statut de province idéale pour les affaires. Elle va devoir maîtriser ses dépenses et équilibrer son budget en faisant en sorte que ses dépenses ne dépassent pas ses revenus, comme doit le faire toute entreprise privée de la province. »

-Membre de l'Alberta, industrie du crédit et des services financiers.

⁴ Étant donné que le sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux qui sert de base à cette étude a été réalisé avant les élections d'octobre 2013 en Nouvelle-Écosse, les résultats ne devraient pas être interprétés comme étant une évaluation du premier ministre actuel, M. McNeil, mais comme une indication de la tâche qui l'attend pour stimuler la confiance des PME de la province.

Figure 2 :

Dans quelle mesure seriez-vous susceptible de recommander le démarrage d'entreprises dans votre province (% des réponses)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Moins d'un quart des répondants manitobains sont susceptibles de recommander le démarrage d'entreprises dans leur province. Comme au Québec, les propriétaires de PME du Manitoba sont pratiquement tous d'avis que l'excès de paperasserie, les obstacles administratifs et le niveau élevé des impôts posent problème à l'échelle provinciale. Un grand nombre de personnes sondées, dont plusieurs du Nouveau-Brunswick et du Québec, ont indiqué que leur gouvernement préfère protéger les intérêts des grandes entreprises sans égard pour les PME.

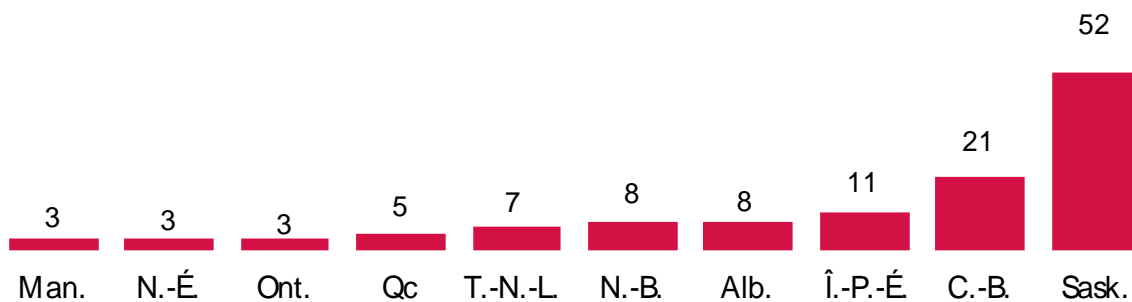
Dans les Maritimes, les principales préoccupations relevées dans le cadre du sondage sont, entre autres, l'exode des jeunes travailleurs au profit d'autres régions du pays et l'incidence que ce phénomène a sur la stabilité de la main-d'œuvre. En Ontario, les coûts excessifs de l'hydro-électricité sont le plus gros problème, alors qu'en Colombie-Britannique, les entrepreneurs s'inquiètent tout spécialement du retour à un système de TPS/TVP, complexe et lourd, obligeant les entreprises à traiter à la fois avec le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial.

Les premiers ministres provinciaux comprennent-ils les PME?

Pour ce qui est de comprendre les réalités liées à l'exploitation d'une petite entreprise, c'est le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, qui reçoit la meilleure note de la part des propriétaires de PME de sa province. M. Wall est également le seul premier ministre à bénéficier du soutien de plus de la moitié des entrepreneurs de la province. Par contre, il est alarmant de constater que seuls 3 % des chefs d'entreprise œuvrant au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Ontario pensent que leur premier ministre comprend ce que représente concrètement l'exploitation d'une PME.

Figure 3 :

Mon premier ministre comprend la réalité de la gestion d'une petite entreprise (% des réponses « D'accord »)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Ce que les PME conseillent à leurs premiers ministres

Les chefs d'entreprise ont donné une mine de conseils à l'intention de leurs premiers ministres provinciaux pour les aider à adopter une vision favorable à l'entrepreneuriat. Parmi les thèmes évoqués d'une province à l'autre, citons la baisse des impôts, la réduction des obstacles administratifs et l'allègement de la paperasserie.

En ce qui concerne les premiers ministres Robert Ghiz (Île-du-Prince-Édouard), David Alward (Nouveau-Brunswick), Stephen McNeil (Nouvelle-Écosse) et Kathleen Wynne (Ontario), la principale recommandation émise par les propriétaires de PME est sans ambiguïté de ralentir la croissance des coûts liés à l'exploitation des entreprises. Par ailleurs, les entrepreneurs de ces provinces estiment que pour améliorer l'économie, créer des emplois et assurer la réussite des PME, il faut réduire immédiatement les impôts⁵.

Les conseils que les chefs d'entreprise ont à donner aux premières ministres de la Colombie-Britannique (Christy Clark) et du Québec (Pauline Marois) portent surtout sur la bureaucratie excessive. Les propriétaires de PME de ces provinces dénoncent effectivement les retards et les coûts que leur imposent les règlements et les processus mis en place dans ces provinces. Les entrepreneurs de Terre-Neuve-et-Labrador ont eux aussi indiqué que les formalités administratives, coûteuses et gruge-temps, étaient un enjeu prioritaire.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée constitue un problème majeur pour les entrepreneurs de l'Alberta et de la Saskatchewan qui ont fait savoir à leurs premiers ministres, Alison Redford et Brad Wall, que la difficulté persistante de trouver des travailleurs possédant les compétences requises doit être abordée en priorité afin que l'économie puisse réaliser pleinement son potentiel.

⁵ Pour plus de détails sur les recommandations fiscales propres à chaque province, voir le rapport de la FCEI (2013) *Classement des régimes fiscaux provinciaux au Canada : indice 2013 des impôts provinciaux des PME*, octobre, <http://fcei.ca/a5557f>

Les propriétaires de PME du Manitoba ont envoyé un message clair à leur premier ministre, Greg Selinger, en lui demandant de gérer la province comme s'il s'agissait d'une entreprise. Cela lui permettrait d'avoir une meilleure idée des décisions difficiles qu'ils doivent prendre tous les jours pour assurer la viabilité et la santé financière de leur entreprise, et répondre aux besoins et aux attentes de leurs clients. Les PME du Manitoba ont également formulé des conseils à l'intention des premiers ministres des autres provinces.

« Ce sont les PME qui créent les emplois et font tourner l'économie. Les impôts élevés font fuir les entreprises et les emplois vers d'autres provinces. »

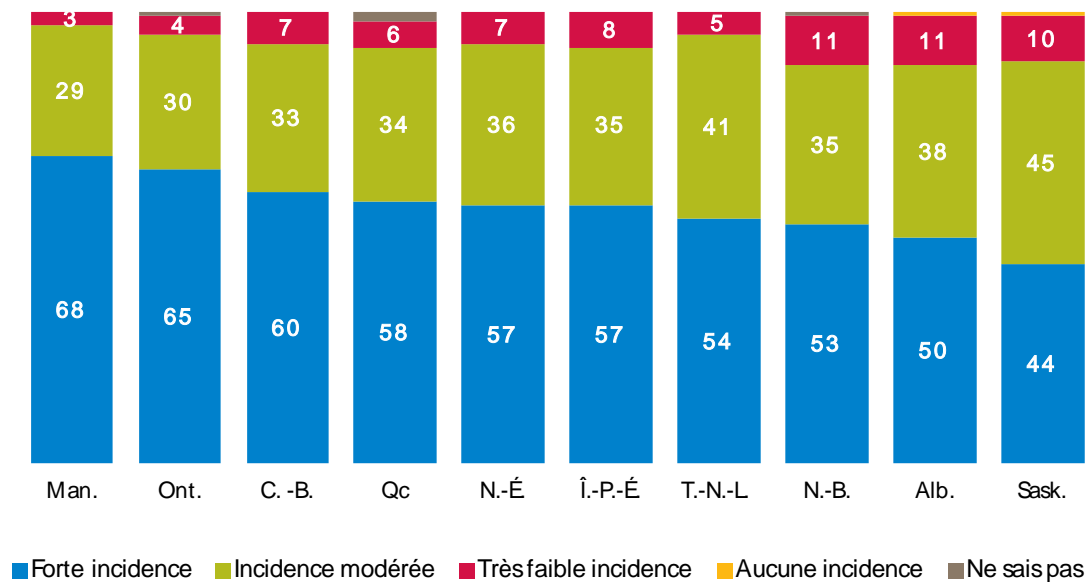
-Membre du Manitoba, secteur de la construction.

L'incidence des politiques gouvernementales

Aperçu

Figure 4 :

Évaluez l'incidence que les politiques gouvernementales (p. ex. taux d'imposition, réglementation, politiques du travail) ont sur votre entreprise? (% des réponses)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

La grande majorité des propriétaires de PME, toutes provinces confondues, pensent que les politiques mises en place par leur gouvernement provincial ou territorial (concernant, par exemple, les taux d'imposition, les règlements, le travail, etc.) ont une lourde incidence sur leur entreprise. À l'échelle nationale, 93 % des personnes sondées pensent que ces politiques ont une forte incidence (60 %) ou une incidence modérée (33 %) sur leurs affaires, les résultats étant tous supérieurs à 85 %.

« J'ai pu constater l'interférence croissante des politiques gouvernementales avec le fonctionnement de notre entreprise. Les taxes que je dois percevoir et payer pour nos services ont augmenté, et on doit respecter de plus en plus de règlements. Si ça ne change pas, les gens ne pourront plus faire affaire qu'avec des multinationales. »

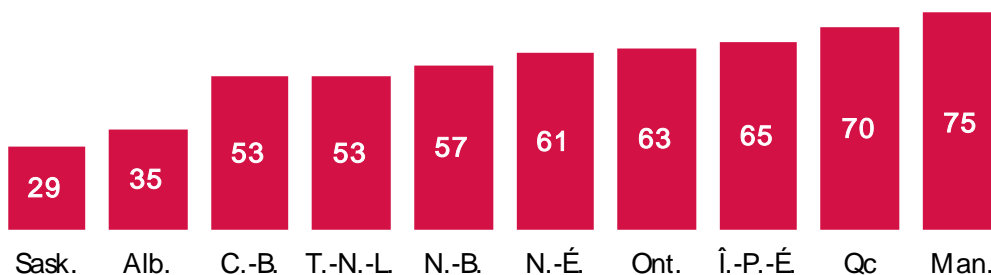
–Membre hôtelier du Québec.

Ces résultats sous-entendent une corrélation quasi inverse entre la mesure dans laquelle les répondants estiment que leur gouvernement provincial a une vision favorable aux PME, et l'impression qu'ils ont de l'incidence des politiques de leur province sur leur entreprise. À noter que la Colombie-Britannique échappe à cette tendance, ayant abandonné récemment la taxe de vente harmonisée pour revenir à la taxe de vente provinciale. Cette volte-face a suscité, de la part des chefs d'entreprise de cette province, de nombreux commentaires dans le sondage. Autres exemples semblables : la hausse de la taxe de vente provinciale au Manitoba, l'augmentation des taxes sur la masse salariale au Québec et les difficultés budgétaires en Ontario. En fait, d'une manière générale, les propriétaires de PME voient d'un meilleur œil les politiques provinciales qui perturbent le moins leurs activités quotidiennes.

Taxes

Figure 5a :

Les taxes provinciales me découragent de faire croître mon entreprise (% des réponses « D'accord »)



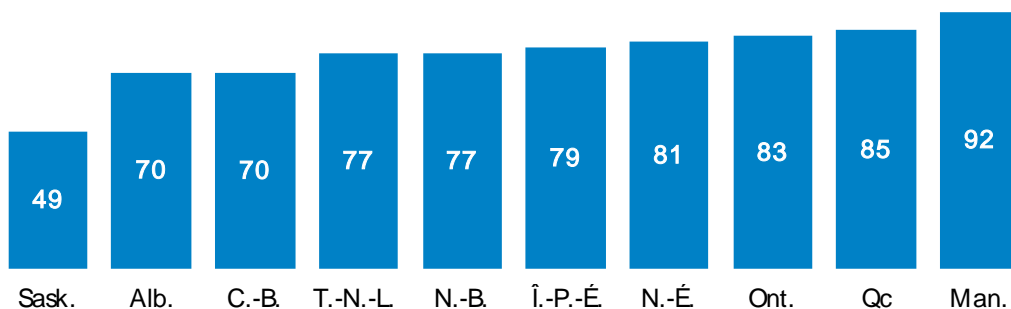
Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Dans toutes les provinces, sauf deux (la Saskatchewan et l'Alberta), une majorité de propriétaires de PME sont d'avis que les taxes freinent le potentiel de croissance de leur entreprise. En Saskatchewan et en Alberta, les entrepreneurs sont le moins susceptibles d'être découragés par les régimes fiscaux provinciaux, qui leur sont relativement favorables dans l'ensemble. Au Québec et au Manitoba, les entrepreneurs sont tout à fait conscients de l'incidence négative qu'ont sur la croissance de leur entreprise les politiques fiscales mal conçues.

Fardeau de la paperasserie

Figure 5b :

Lorsqu'il impose des règlements, mon gouvernement provincial tient compte de leur incidence sur mon entreprise (% des réponses « Pas d'accord »)



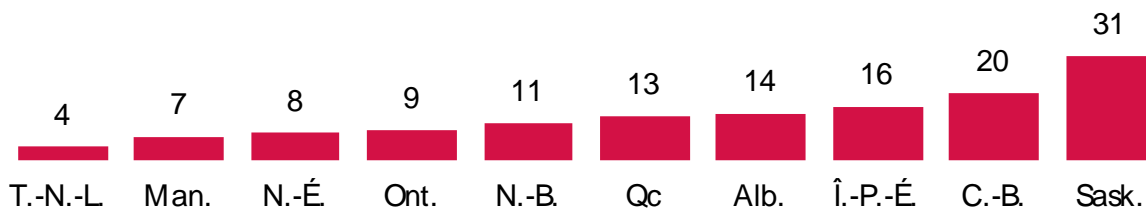
Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Un gouvernement dont la vision soutient les PME prend normalement aussi en compte l'incidence de ses règlements sur celles-ci. À cet égard, il n'y a qu'en Saskatchewan qu'une majorité d'entrepreneurs pensent que le gouvernement provincial se préoccupe des répercussions de ses politiques sur les PME.

Pénurie de main-d'œuvre et de compétences

Figure 5c :

Je suis satisfait de l'approche adoptée par ma province ou mon territoire pour remédier au problème de la pénurie de main-d'œuvre et de compétences (% des réponses « D'accord »)



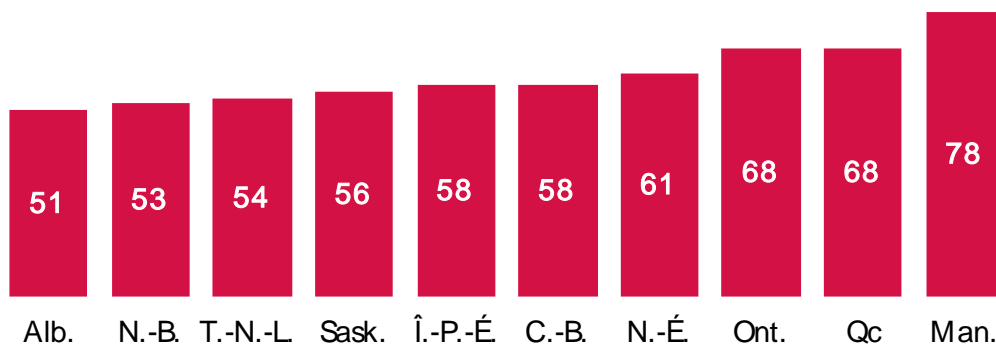
Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Aucune province n'arrive, même de loin, à remédier à la pénurie de main-d'œuvre et de compétences qui frappe les PME. Cette réalité traduit les obstacles quasi généralisés que ce problème pose aux petites entreprises de tout le pays. En fait, ce sont les chefs d'entreprises situées dans des provinces à l'économie florissante qui sont les moins satisfaits de l'approche de leur gouvernement en la matière, et ce, en raison de la grave pénurie de main-d'œuvre et de compétences à laquelle ils font face et de ses répercussions sur la croissance économique. Parallèlement, les préoccupations des chefs d'entreprise des provinces Maritimes concernant l'exode générationnel sont évidentes. Les solutions ne seront pas simples et exigeront l'investissement du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires, mais il ne fait aucun doute que le secteur de la petite entreprise a besoin d'engagements plus sérieux et d'approches plus efficaces.

« Une province qui n'a pas de vision et qui se croit permis de percevoir des impôts et de faire des dépenses sans tenir compte du contribuable ne crée pas un environnement favorable aux entreprises. »
-Membre grossiste du Manitoba.

Figure 5d :

Les lois du travail en vigueur dans ma province ou mon territoire devraient être plus justes et équitables (% des réponses « D'accord »)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Dans chaque province, une majorité de propriétaires de PME s'accordent à dire que les lois du travail devraient être plus justes et équitables. Les chefs d'entreprise de l'ouest du Canada et de la région atlantique sont les moins insatisfaits de la législation provinciale en matière de travail dans sa forme actuelle, mais le niveau d'insatisfaction est plus prononcé en Ontario et au Québec. Les

entrepreneurs du Manitoba sont, pour leur part, les plus mécontents des lois du travail en vigueur dans leur province, car ils ne les considèrent pas comme suffisamment justes et équitables : environ 80 % d'entre eux réclament des mesures correctives.

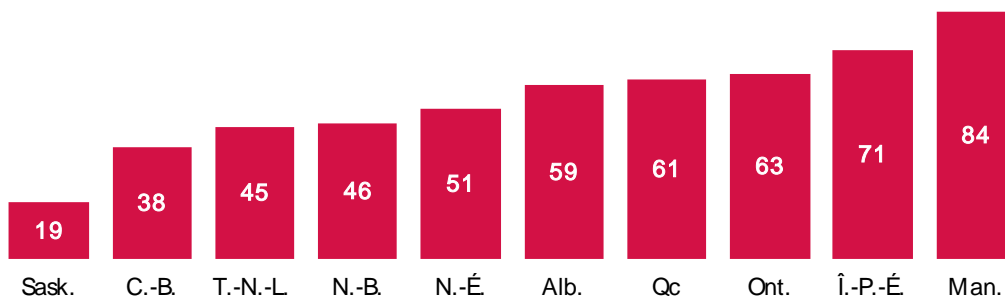
« Il faut rééquilibrer les lois du travail pour nous redonner un certain contrôle sur nos affaires. »

- Membre concessionnaire automobile en Ontario.

Finances publiques

Figure 5e :

La réduction du déficit ou de la dette n'est pas une priorité pour mon gouvernement provincial ou territorial (% des réponses « D'accord »)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

En Saskatchewan, la majorité des propriétaires de PME reconnaissent que leur gouvernement a fait de la réduction de la dette et du déficit une vraie priorité. En revanche, l'Alberta obtient une note médiocre pour ce critère en raison de la baisse de sa réserve de fonds de viabilité à long terme. Les répondants manitobains, quant à eux, sont d'avis que la dette et le déficit de leur province sont les principales raisons pour lesquelles ils ne recommandent pas le démarrage d'entreprises au Manitoba. Au Québec et en Ontario, où le ratio de la dette au PIB est le plus fort au pays⁶, environ deux tiers des propriétaires de PME sont convaincus que la réduction de la dette et du déficit n'est pas une priorité pour leurs gouvernements.

⁶ TED MALLETT (2013), *La santé fiscale du Canada*, FCEI, mars, <http://fcei.ca/a4974f>

« L'économie de l'Île n'est pas en bonne santé et l'avenir est incertain pour nous qui y vivons. La dette provinciale est considérable, ce qui fait augmenter les coûts du gouvernement et, forcément, les impôts. »

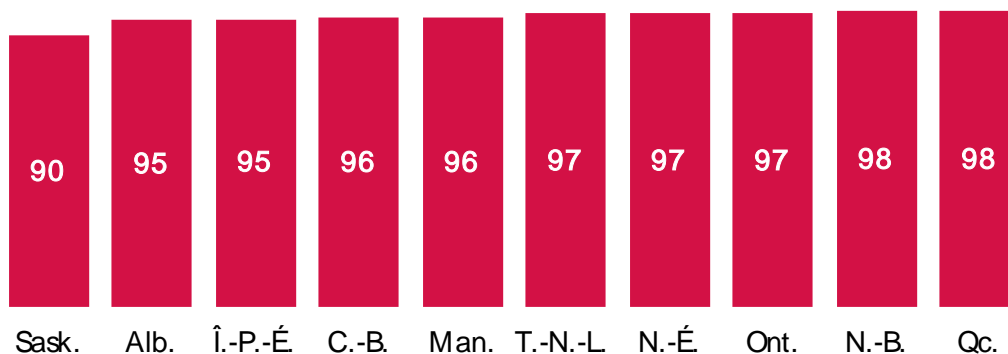
- Membre détaillant de
l'Île-du-Prince-Édouard

Leadership provincial et climat des affaires

Les propriétaires de PME de part et d'autre du pays s'accordent à dire presque à l'unanimité que leur premier ministre provincial doit axer davantage ses efforts sur la création d'un climat qui favorise la prospérité des petites entreprises. Il n'y a qu'en Saskatchewan, où les entrepreneurs sont extrêmement positifs quant à la vision et la sensibilité entrepreneuriales de la province, que l'on relève un résultat inférieur à 95 % (Figure 6).

Figure 6 :

Il est important que mon premier ministre vise davantage à créer un climat favorisant la prospérité des petites entreprises (% des réponses « D'accord »)



Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Les gouvernements sont-ils à la hauteur de leurs promesses?

Partout au Canada, les gouvernements provinciaux font souvent référence à l'importance des PME, au soutien qu'ils leur accordent et au rôle crucial que joue l'entrepreneuriat dans l'économie provinciale. Il est révélateur que leurs engagements à améliorer les conditions offertes aux entrepreneurs dans leurs provinces respectives ne se soient pas encore concrétisés, preuve que, comme le démontre ce rapport, il y a un grand écart entre les messages des politiciens et ce que vivent au quotidien les entrepreneurs.

Voici quelques exemples de déclarations des leaders provinciaux au sujet des PME :

Colombie-Britannique

« Aujourd'hui, la Colombie-Britannique est la province la plus accueillante pour les PME au Canada. Grâce au Small Business Accord (Entente pour les PME), il en ira de même demain. Même si l'économie change, nous sommes fermement déterminés à tout mettre en œuvre pour que les PME puissent prospérer. » Christy Clark, première ministre, le 20 mars 2013.

Alberta

« Notre esprit d'innovation et d'entreprise et notre climat entrepreneurial parmi les plus concurrentiels au monde sont les pierres d'assise de l'Alberta. » Alison Redford, première ministre, *Highlights of the Alberta Economy 2012*.

Saskatchewan

« La plupart des politiciens, peu importe leur allégeance politique, vous diront que les PME constituent le secteur le plus important de l'économie et ils ont raison de le dire parce que c'est vrai. Dans notre province, les chiffres ne mentent pas : les PME emploient 140 000 travailleurs et génèrent plus de 3,3 milliards \$ du PIB. » Brad Wall, premier ministre, septembre 2011.

Manitoba

« Nous avons été les premiers et les seuls à éliminer l'impôt pour les petites entreprises parce que nous croyons que celles-ci sont l'épine dorsale de notre économie. » Greg Selinger, premier ministre, communiqué sur la plateforme électorale 2011 du NPD, 11 septembre 2011, site Web du NPD.

Ontario

« En tant que première ministre, ma priorité est la croissance de l'économie et la création d'emplois afin de protéger les services publics sur lesquels comptent les familles ontariennes. Pour y parvenir, nous devons favoriser l'investissement et réduire les entraves qui nuisent à la création d'emplois, en particulier celles visant les PME. » Kathleen Wynne, réponse de la Première Ministre à la South Central Ontario Region Economic Development Corporation.

Québec

« Pour agir sur la croissance économique et la création d'emplois, nous devons encourager l'investissement des particuliers et celui des entreprises. Plus particulièrement, ce sont les PME

créatrices d'emplois sur tout notre territoire qui doivent être soutenues. » Pauline Marois, allocution de la Première Ministre, *Politique économique Priorité emploi*, le 7 octobre 2013.

Nouvelle-Écosse

« Au lieu de donner un chèque en blanc aux grandes entreprises, nous allons recentrer nos efforts vers les PME en leur offrant du soutien et en mettant en œuvre des mesures incitatives afin de les aider à croître. La population de la Nouvelle-Écosse est fière de ses entreprises, il est temps que le gouvernement le soit aussi. » Stephen McNeil, *Nova Scotia First*, plateforme du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse, 2013.

Nouveau-Brunswick

« La petite entreprise est la plus importante créatrice d'emplois de la province, créant deux sur trois des emplois. Nous devons faire davantage pour permettre aux petits entrepreneurs de démarrer et de gérer une entreprise plus facilement. » *Le Nouveau-Brunswick d'abord... pour un changement*, plateforme du Parti progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick, 2010.

Île-du-Prince-Édouard

« Les petites et moyennes entreprises sont l'élément clé de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard et font une contribution significative en matière d'emploi et de croissance. » Robert Ghiz, premier ministre, communiqué de presse pour la Semaine de la PME, 2011.

Terre-Neuve et Labrador

« Les petites et moyennes entreprises sont au cœur de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador et le moteur de la croissance économique. J'ai un grand respect pour le travail de nos entrepreneurs et je salue leur ténacité et leur engagement. Nos PME prospères créent des emplois, renforcent les collectivités et contribuent à la diversification de l'économie. C'est toute la population qui en bénéficie. » Charlene Johnson, ancienne ministre de l'Innovation, de l'Entreprise et du Développement rural, communiqué de presse, 21 octobre 2013.

Conclusion

Les propriétaires de PME sont pratiquement tous d'accord pour dire que leurs premiers ministres provinciaux doivent viser à instaurer un meilleur climat pour les petites entreprises. Mais, pour créer un environnement provincial qui soutient et reconnaît les entrepreneurs, en favorisant la croissance des PME et en soulignant l'importante contribution qu'elles apportent à leurs communautés et aux économies provinciales, les premiers ministres doivent tenir leurs promesses. Pour cela, ils peuvent suivre les conseils des propriétaires de PME qui sont le moteur de ces économies et observer les exemples – les bons comme les mauvais – de leurs collègues du reste du Canada. Il est à espérer que ce rapport fournira justement des exemples et des idées utiles, et qu'il servira de point de départ à une autocritique franche et nécessaire.

Méthodologie

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a effectué un sondage auprès de 7 155 propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes entre le 13 et le 30 août 2013 afin qu'ils évaluent la vision que leurs gouvernements provinciaux ou territoriaux ont à l'égard des PME. Les résultats sont exacts à +/- 1,2 point de pourcentage, 19 fois sur 20.

Annexe A : Commentaires additionnels

Les participants au sondage ont été invités à rédiger un message à l'intention de leurs premiers ministres respectifs au sujet des conditions nécessaires au succès des petites et moyennes entreprises. Un champ a aussi été ajouté au questionnaire afin de recueillir plus de commentaires écrits : nous en avons reçu 1 192 au total. Nous avons regroupé dans cette annexe des commentaires représentatifs sur les taxes, la paperasserie, les investissements, les infrastructures, la main-d'œuvre, le marketing et l'approvisionnement.

« Continuez votre bon travail. » – *Membre de la Saskatchewan, services de location d'équipement.*

« Ça suffit déjà. » – *Membre du Manitoba, restauration.*

« Je passe mon temps à faire des chèques au ministre des Finances et au receveur général. »
– *Membre du Manitoba, secteur manufacturier.*

« Le gouvernement provincial et les municipalités nous surtaxent. Ce qu'ils semblent oublier c'est que c'est nous qui soutenons l'économie et ils essaient de nous détruire en augmentant les salaires, les taxes et en donnant plus d'avantages aux fonctionnaires à nos dépens et ceux de nos employés. » – *Membre de Terre-Neuve-et-Labrador, restauration.*

« Ils pourraient commencer par réduire la dette. Comme ça, on paierait moins d'intérêts. Ça serait un bon début! » – *Membre du Manitoba, pièces d'auto et pneus.*

« À moins d'avoir un commerce qui ne nécessite pas d'employés, c'est très difficile d'exploiter une entreprise. » – *Membre de la Colombie-Britannique, commerce de détail.*

« Je crois que l'Alberta est la meilleure province pour les PME au Canada, mais je crois aussi que notre gouvernement fait fausse route. S'il ne change pas ses politiques ou si on ne change pas de gouvernement, la situation va se dégrader. » – *Membre de l'Alberta, secteur manufacturier.*

« La cerise sur le gâteau, c'est que le gouvernement impose sans cesse de nouveaux règlements aux entreprises et que le fardeau est de plus en plus lourd. J'aimerais pas mal mieux que le gouvernement s'occupe de son propre gaspillage plutôt que de me faire payer pour ses erreurs. »
– *Membre de l'Ontario, services personnels.*

« Des gens de notre région doivent s'exiler pour trouver du travail et faire vivre leur famille. »
– *Membre de la Nouvelle-Écosse, salon de beauté.*

« Écoutez ce que disent les PME et des organisations comme la FCEI. Ensuite, passez à l'action. »
– *Membre de l'Ontario, commerce de détail.*

« Les petites entreprises ne peuvent pas survivre si on les oblige à respecter les mêmes règles et règlements que les grandes entreprises (...). Moins il y a de paperasserie, plus les PME peuvent prospérer et plus elles peuvent créer des emplois durables dans la province. »
– *Membre de la Saskatchewan, secteur de la construction.*

« Le gouvernement ne soutient pas du tout les PME. Il s'occupe beaucoup plus des grandes entreprises et leur donne même de grosses subventions qu'elles n'ont pas besoin de rembourser ou qu'elles ne rembourseront jamais parce qu'elles mettent la clé sous la porte dès qu'elles n'ont

plus d'argent. Les PME, elles, passent entre les mailles du filet. »

- Membre du Nouveau-Brunswick, terrain de VR.

« Taxes et dépenses publiques élevées, grande corruption, gros gaspillage, fardeau administratif très pesant, fonctionnaires et syndicats qui dictent les décisions politiques. »

- Membre de l'Ontario, avocat/notaire.

« Le gouvernement provincial ne réalise pas l'importance des petites entreprises. »

- Membre de l'Île-du-Prince-Édouard, services de loisirs.

« Il est grand temps pour le gouvernement d'ouvrir les yeux. Les PME peuvent être une source de revenu et d'emploi importante. Il faut seulement leur donner la chance de se développer. »

- Membre du Québec, industrie cinématographique et audiovisuelle.

« Au Québec, on a besoin de vrais leaders et de gens qui ont une vraie vision pour les PME. »

- Membre du Québec, location d'équipement.

« Ça devient de plus en plus difficile. On ne fait rien pour nous aider et en plus, on doit assumer de plus en plus de coûts et de responsabilités. »

- Membre de la Nouvelle-Écosse, réhabilitation et gestion des déchets.

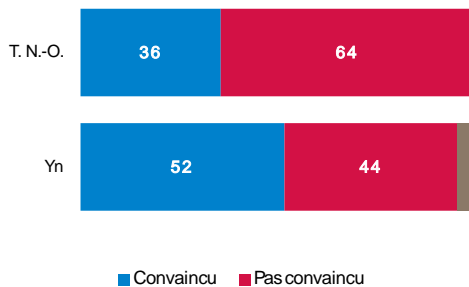
« Le gouvernement de la province doit arrêter de dire oui à tous les caprices des fonctionnaires et utiliser plutôt ses ressources pour aider l'Ontario à progresser. Et c'est en permettant aux PME de prospérer qu'il y parviendra. Le rôle du gouvernement n'est pas de mettre des bâtons dans les roues de ceux qui mettent la main très loin dans leur poche, investissent beaucoup d'argent et prennent de grands risques. *- Membre de l'Ontario, école privée.*

« Des projets d'affaires et de développement, j'en ai, mais le goût de les développer et de les accomplir dans les conditions réglementaires, environnementales, administratives et fiscales actuelles, ça NON! » *- Membre du Québec, mécanique automobile.*

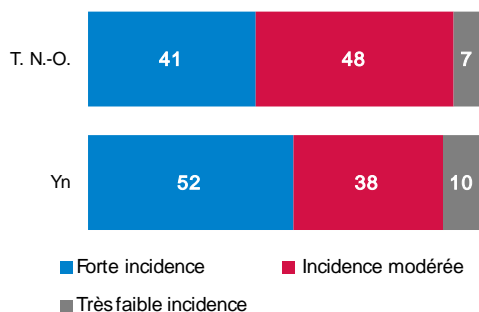
Annexe B : Territoires

En raison du faible taux de réponse des propriétaires de PME du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest (Y = 25, T. N.-O. = 28), les résultats du sondage pour ces régions sont présentés ici. Ceux-ci démontrent ce que pensent les chefs d'entreprise du climat entrepreneurial local.

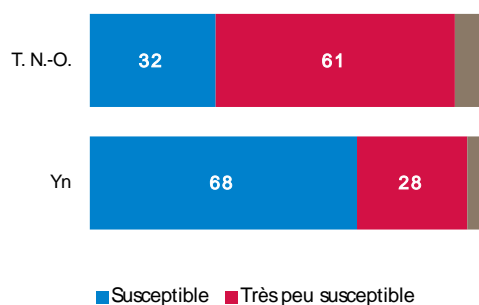
Dans quelle mesure êtes-vous convaincu que votre gouvernement territorial a une vision qui soutient les PME? (% des réponses)



Évaluez l'incidence que les politiques gouvernementales (p. ex. taux d'imposition, réglementation, politiques du travail) ont sur votre entreprise. (% des réponses)

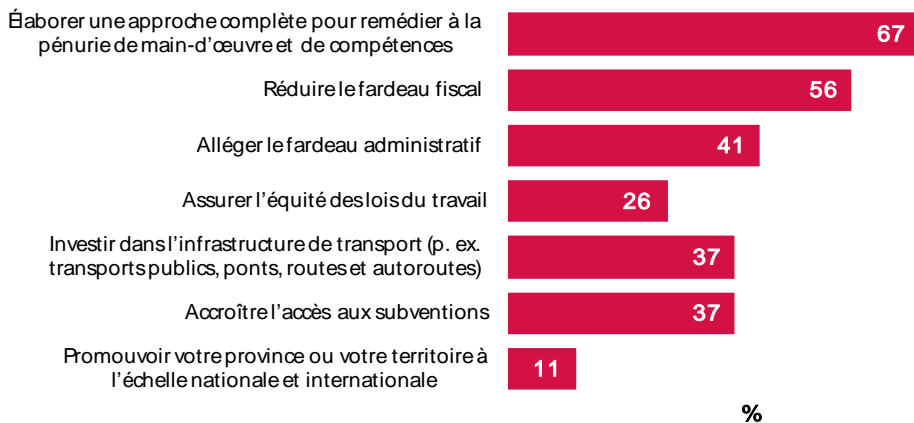


Dans quelle mesure seriez-vous susceptible de recommander à d'autres de démarrer une entreprise dans votre territoire? (% des réponses)

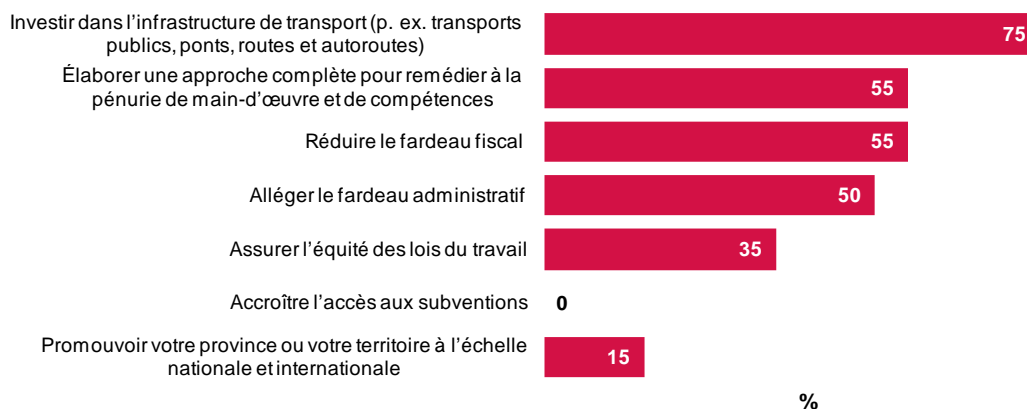


Sur quelles mesures votre gouvernement territorial devrait-il se concentrer afin d'aider votre entreprise à prospérer? (Sélectionnez trois réponses au maximum)

Territoires du Nord-Ouest



Yukon



« Le gouvernement des Territoires-du-Nord-Ouest ne soutient pas vraiment les PME. Sa politique de préférence pour les habitants du nord est totalement dépassée et considère même Walmart comme une entreprise locale. En plus, il ignore ses propres politiques et s'adresse directement à des fournisseurs du sud. » – *Membre des Territoires du Nord-Ouest, industrie de l'édition et de l'impression.*

« Ça fait 19 ans que nous sommes en affaires et tout coûte très cher : l'exploitation, les employés et particulièrement les télécommunications et l'électricité. Ces coûts dépassent largement les profits attendus pour qu'une entreprise puisse fonctionner et rester en vie! » – *Membre du Yukon, commerce de détail.*

« Les élus du gouvernement parlent, mais ne mettent jamais en pratique ce qu'ils disent. On obtient peu de soutien. » – *Membre des Territoires du Nord-Ouest, transport d'eau.*

« Le gouvernement doit créer un climat de respect pour les PME. Lorsqu'on se rend dans un de leurs bureaux pour savoir comment faire quelque chose, non seulement ils ne nous aident pas, mais ils nous expliquent que nous ne pouvons pas le faire. » – *Membre du Yukon, commerce de détail.*

Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013.

Annexe C : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013

1. Dans quelle mesure êtes-vous convaincu que votre gouvernement provincial a une vision qui soutient les PME et l'entrepreneuriat? (Sélectionnez une seule réponse.)

Réponses	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.-É.	T.-N.-L.	Can.
	25	28	889	671	288	326	3 008	1 140	297	314	71	85	7 142
	% des réponses												
Très convaincu	8	4	4	2	20	1	1	0	2	1	1	2	2
Relativement convaincu	44	32	44	38	52	7	14	8	17	11	20	25	21
Pas convaincu	28	46	35	39	23	30	45	55	43	51	55	47	43
Pas du tout convaincu	16	18	15	19	4	61	39	36	36	37	24	25	32
Ne sais pas	4	0	2	2	1	1	1	1	2	0	0	1	2

2. Dans quelle mesure seriez-vous susceptible de recommander le démarrage d'entreprises dans votre province? (Sélectionnez une seule réponse)

Réponses	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.-É.	T.-N.-L.	Can.
	25	28	879	665	287	323	2 991	1 122	295	314	71	84	7 084
	% réponses												
Très Susceptible	16	7	11	23	36	3	6	5	8	6	4	17	9
Susceptible	52	25	47	49	52	21	34	26	31	30	44	51	36
Relativement très peu susceptible	20	43	25	19	8	36	31	40	35	37	35	11	30
Très peu susceptible	8	18	15	5	2	38	25	24	22	24	16	17	21
Ne sais pas	4	7	2	4	2	2	4	5	4	4	1	4	4

3. Évaluez l'incidence que les politiques gouvernementales (p. ex. taux d'imposition, réglementation, politiques du travail) ont sur votre entreprise? (Sélectionnez une seule réponse)

Réponses	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.-É.	T.-N.-L.	Can.
	21	27	832	624	276	312	2 829	1 034	279	297	65	79	6 675
	% des réponses												
Forte incidence	52	41	60	50	44	68	65	58	53	57	57	54	60
Incidence modérée	38	48	33	38	45	29	30	34	35	36	35	41	33
Très faible incidence	10	7	7	11	10	3	4	6	11	7	8	5	6
Aucune incidence	0	4	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Ne sais pas	0	0	0	0	0	0	1	2	1	0	0	0	1

4. Sur quelles mesures votre gouvernement territorial devrait-il se concentrer afin d'aider votre entreprise à prospérer?
(Sélectionnez trois réponses au maximum)

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	27	831	615	275	309	2 800	1 028	278	297	63	78	6 621
	% des réponses												
Promouvoir votre province ou votre territoire à l'échelle nationale et internationale	15	11	12	13	19	7	7	9	23	19	16	12	11
Réduire le fardeau fiscal	55	56	77	67	64	88	79	77	73	79	83	80	77
Investir dans l'infrastructure de transport (p. ex. transports publics, ponts, routes et autoroutes)	55	37	24	27	48	33	20	19	28	31	13	30	24
Élaborer une approche complète pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre et de compétences	50	67	34	49	47	32	29	31	37	38	49	45	34
Alléger le fardeau administratif	50	41	62	62	37	55	69	75	51	51	62	58	64
Assurer l'équité des lois du travail	35	26	35	31	38	53	41	18	19	27	27	21	34
Accroître l'accès aux subventions	0	37	16	19	18	10	24	27	37	26	21	26	23

5. Êtes-vous d'accord ou non avec les énoncés suivants? (Sélectionnez une seule réponse par ligne)

a. Les taxes provinciales me découragent de faire croître mon entreprise.

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	26	813	606	264	299	2 755	1 015	271	294	62	75	6 500
	% des réponses												
D'accord	20	62	53	35	29	75	63	70	57	61	65	53	59
Pas d'accord	65	31	31	50	56	14	22	19	27	26	27	28	27
Ne sais pas/Sans objet	15	7	16	15	15	11	15	11	16	13	8	19	14

b. Lorsqu'il impose des règlements, mon gouvernement provincial tient compte de leur incidence sur mon entreprise.

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	26	812	612	265	300	2 753	1 011	272	291	62	76	6 500
	% des réponses												
D'accord	5	8	14	13	26	4	8	7	11	10	15	9	10
Pas d'accord	75	81	70	70	49	92	83	85	77	81	79	77	79
Ne sais pas/Sans objet	20	11	16	17	25	4	9	8	12	9	6	14	11

c. Je suis satisfait de l'approche adoptée par ma province ou mon territoire pour remédier au problème de la pénurie de main-d'œuvre et de compétences.

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	25	808	611	266	297	2 751	1 012	272	292	62	76	6 492
% des réponses													
D'accord	35	16	20	14	31	7	9	13	11	8	16	4	12
Pas d'accord	55	72	57	64	44	75	69	66	67	75	65	82	66
Ne sais pas/Sans objet	10	12	23	22	25	18	22	21	22	17	19	14	21

d. Les lois du travail en vigueur dans ma province ou mon territoire devraient être plus justes et équitables.

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	25	805	605	266	302	2 753	1 008	269	291	62	74	6 480
% des réponses													
D'accord	65	56	58	51	56	78	68	68	53	61	58	54	64
Pas d'accord	25	20	17	20	22	12	12	13	15	12	11	14	14
Ne sais pas/Sans objet	10	24	25	29	22	10	20	19	32	27	31	32	22

e. Le processus d'appel d'offres (approvisionnement) de ma province ou de mon territoire facilite la participation de mon entreprise.

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	26	807	608	265	300	2 734	1 007	273	294	62	75	6 471
% des réponses													
D'accord	25	23	8	8	13	6	6	18	15	11	15	11	9
Pas d'accord	55	69	37	35	27	41	42	37	43	42	31	37	39
Ne sais pas/Sans objet	20	8	55	57	60	54	53	45	42	47	55	52	52

f. La réduction du déficit ou de la dette n'est pas une priorité pour mon gouvernement provincial ou territorial.

	Yn	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	21	20	776	704	302	240	2 563	875	271	289	76	133	6 270
% des réponses													
D'accord	35	50	38	59	19	84	63	61	46	51	71	45	57
Pas d'accord	40	27	47	31	65	12	23	26	38	33	19	34	29
Ne sais pas/Sans objet	25	23	15	10	16	4	14	13	16	16	10	21	14

g. Mon premier ministre comprend la réalité de la gestion d'une petite entreprise.

	YT	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	26	809	609	266	303	2 751	1 008	273	293	62	75	6 495
% des réponses													
D'accord	60	15	21	8	52	3	3	5	8	3	11	7	9
Pas d'accord	30	73	59	75	26	94	87	87	80	87	86	73	79
Ne sais pas/Sans objet	10	12	20	17	22	3	10	8	12	10	3	20	12

h. Il est important que mon premier ministre vise davantage à créer un climat favorisant la prospérité des petites entreprises.

	YT	T.N.-O.	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qc	N.-B.	N.-É.	I.-P.- É.	T.-N.-L.	Can.
Réponses	20	26	811	608	265	299	2 760	1 010	272	294	62	75	6 502
	% des réponses												
D'accord	100	92	96	95	90	96	97	98	98	97	95	97	96
Pas d'accord	0	0	2	2	5	3	2	1	1	2	5	1	2
Ne sais pas/Sans objet	0	8	2	3	5	1	1	1	1	1	0	2	2

Source : FCEI, sondage sur la vision entrepreneuriale des gouvernements provinciaux et territoriaux, août 2013. Les résultats sont fondés sur 7 155 réponses et la marge d'erreur est de +/- 0,9 point de pourcentage, 19 fois sur 20.